

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 JUIN 1924.

Projet de loi

modifiant, en ce qui concerne les Sociétés coloniales, la législation relative aux impôts sur les revenus (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS ET DES ECONOMIES (2), PAR M. PUSSEMIER

MESSIEURS,

I.

En 1923 la Chambre a tenté de régler à nouveau le régime fiscal des Sociétés coloniales.

Votre Commission des finances fut, en effet, avisée au cours de l'examen qu'elle faisait du projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus, que la législation qui était en vigueur, soulevait des critiques.

Trouvant celles-ci fondées, votre Commission prit l'initiative de vous soumettre des textes.

Cette initiative était justifiée comme suit dans le rapport qui vous fut soumis :

« Dans le système des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus,
» les sociétés par actions *belges* ou *congolaises*, qui opèrent dans la Colonie,
» sont assujetties *en Belgique* à une taxe mobilière :

» a) de 2 p. c. sur la partie de leurs dividendes qui correspondent à leurs
» bénéfices réalisés au Congo ;

» b) de 10 p. c. sur le surplus des revenus de leurs actions, c'est-à-dire sur les
» bénéfices d'origine belge.

» Ces sociétés acquittent en outre la taxe mobilière sur les revenus de leurs
» obligations du moment qu'elles ont leur siège social ou leur principal établis-
» sement en Belgique.

(1) Projet de loi, n° 43.

(2) Composition de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Lemonnier, président, Hallet, Houtart, vice-présidents, Carlier, David, secrétaires, Bologne, Cousseot, De Bruyne (Auguste), de Liedekerke, Donnay, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.

» Enfin, elles sont astreintes à la taxe professionnelle du chef de leurs bénéfices réservés, mais le taux est réduit à 2 p. c. si ces profits sont réalisés dans la Colonie.

» Toutefois, un article inséré dans la loi du 24 août 1921 exempté de cet impôt les sociétés constituées sous le régime du droit colonial.

» De son côté, la Colonie perçoit une taxe de 6 p. c. sur les dividendes des sociétés opérant sur son territoire.

» Cette dualité de régime n'est pas sans présenter des inconvénients : d'abord, elle exige des ventilations de bénéfices souvent très difficiles; d'autre part, elle soumet les sociétés à un double contrôle qui entraîne des frais tant pour le Trésor belge que pour celui de la Colonie.

» Il a paru que ces inconvénients pourraient être évités si les impôts étaient perçus uniquement par l'Administration belge et si une quote-part équitablement fixée était attribuée à la Colonie.

» C'est dans ce sens qu'est conclu l'article 18bis du projet.

» La taxe mobilière sur les revenus des actions (qui s'élève actuellement à 2 + 6 p. c.) est portée à 8 p. c. plus 50 centimes additionnels, soit en tout 12 p. c.; le taux de la dite taxe pour les revenus des obligations, passera de 10 à 12 p. c.; quant à la taxe professionnelle, elle sera due sur les bénéfices réservés, mais aux taux réduits fixés par l'article 35, 2 (nouveau).

» Quatre cinquièmes du produit de ces impôts seront versés au Trésor colonial; cette quotité sera avantageuse pour la Colonie, mais il paraît équitable de tenir compte de sa situation spéciale à l'égard de la métropole, de même qu'il a paru opportun d'établir un régime de faveur pour les sociétés qui exercent leur activité dans la Colonie plutôt que dans des pays étrangers.

» Il va de soi que les bénéfices que les dites sociétés réalisent à l'étranger ou dans des établissements industriels situés en Belgique, resteront soumis au droit commun. Les additionnels provinciaux et communaux seront applicables à ces seuls bénéfices, les autres profits continuant à échapper à l'emprise fiscale des provinces et des communes, en vertu du principe de la territorialité des impôts. »

Le texte dont votre Commission vous proposait l'adoption, était libellé comme suit :

« Art. 18bis. — 1° En ce qui concerne les sociétés par actions ou autres, ayant leur siège social ou leur principal établissement en Belgique et opérant dans la colonie, la taxe mobilière et la taxe professionnelle sont perçues sans distinction quant à l'origine belge ou coloniale des revenus imposables.

» La taxe mobilière est réduite dans l'espèce à 8 p. c. plus 50 centimes additionnels et la taxe professionnelle reste fixée aux taux prévus par l'art. 35, 1 à 3.

» Ces impôts sont exempts d'additionnels provinciaux et communaux. Les quatre cinquièmes de leur produit sont attribués au Trésor de la Colonie.

» 2° Les bénéfices que les dites sociétés réalisent à l'étranger ou dans des établissements industriels situés en Belgique restent soumis aux règles de taxation ordinaires.

» 3° Les dispositions qui précèdent sont applicables aux sociétés constituées sous le régime du droit colonial.

» 4° Les mots « ou dans la Colonie » sont ajoutés au dernier alinéa de l'art. 14,
» au premier alinéa de l'article 19 et à l'article 24. »

II.

En séance du 25 juillet 1923, avant même que commençât la discussion en première lecture du projet de loi, des amendements furent apportés par le gouvernement au texte suggéré par la Commission.

Ces amendements, au nombre de trois, avaient pour but :

1° De donner satisfaction aux observations formulées par l'honorable M. Leyniers dans le rapport qu'il avait présenté au Sénat sur le budget du Congo et de réduire donc à 7 p. e., plus 50 additionnels, le taux de la taxe;

2° De mettre fin à des discussions existant entre l'administration coloniale et l'administration fiscale belge en précisant la rédaction du 2° du texte qui avait été proposé par la Commission ;

3° D'attribuer au Trésor de la Colonie quatre cinquièmes du produit de la taxe professionnelle perçue à charge des administrateurs, commissaires, liquidateurs ou autres exerçant des fonctions analogues auprès des sociétés par actions belges opérant dans la Colonie ou constituées sous le régime du droit colonial, puisque, grâce à l'amélioration des moyens de communication entre la Belgique et le Congo, l'activité des administrateurs de sociétés s'intensifierait au Congo.

Cet ensemble de textes, même amendés, ne fut pas accueilli avec faveur.

L'honorable M. Tibbaut qualifiait d'erreur fondamentale l'établissement par la métropole de l'impôt sur les revenus coloniaux. A son avis, la Colonie seule devait être chargée de ce soin, les revenus provenant de celle-ci constituant logiquement sa matière imposable; il jugeait que la question n'avait reçu de solution logique qu'en 1921, quand le Gouvernement avait fait insérer la disposition suivante dans la loi budgétaire :

« Les sociétés commerciales constituées soit en Belgique, soit au Congo, sous
» le régime de la législation en vigueur dans la Colonie, sont soumises exclusi-
» vement aux lois coloniales, même si elles ont en Belgique leur principal siège
» administratif et que leur conseil d'administration et leurs assemblées générales
» s'y réunissent. »

L'honorable M. Wauwermans critiquait surtout l'amendement de la loi organique d'impôt sur le revenu en ce qui concerne la taxe imposée aux administrateurs. Il demandait que fût précisée l'activité qu'une « société de droit belge » devait avoir dans la Colonie avant de permettre à celle-ci de bénéficier de la législation proposée. Il ajoutait, redoutant la répercussion que l'amendement pouvait avoir sur les recettes provinciales et communales, qu'une plus grande précision du texte s'imposait. S'il pouvait admettre « que sur la part des
» tantièmes prélevés sur les bénéfices, si ce sont des bénéfices réalisés au Congo,
» l'on attribue les quatre cinquièmes au trésor de la Colonie, il ne pouvait com-
» prendre qu'on attribuât les quatre cinquièmes de la taxe professionnelle qui
» peut être prélevée dans le portefeuille de la société en Belgique, à raison de
» l'activité professionnelle exercée exclusivement en Belgique. »

La question de principe soulevée par M. Tibbaut ne fut pas discutée ; à M. Wauvermans, l'honorable Ministre des Colonies répondit que ne tombaient sous l'application de l'amendement que les émoluments des administrateurs de sociétés soit de droit colonial, soit des sociétés anonymes de droit belge dont l'activité essentielle s'exercerait dans la Colonie, mais que s'il s'agissait de sociétés ayant un groupe d'affaires coloniales, une ventilation s'imposait.

Le texte proposé par la Commission, mais amendé par le Gouvernement, fut adopté sans autres observations au vote en première lecture.

De nouveaux amendements ayant été proposés par le Gouvernement au cours de la discussion en seconde lecture du projet de loi, dans le but de permettre la perception par les provinces et par les communes d'additionnels à la taxe réduite grevant les bénéfices réalisés par les sociétés constituées sous l'empire de la loi coloniale dans les établissements industriels situés en Belgique, et la précision de ces amendements ayant été mise en doute, la Chambre, sur la proposition de l'honorable M. Theunis, premier Ministre, décida, le 26 juillet 1923, de dissocier du projet l'article si discuté.

III.

Le projet de loi dont la Chambre est saisie aujourd'hui formule, dit le Gouvernement, un texte qui tiendrait compte des remarques présentées jusqu'ici ; des intérêts réciproques du trésor de la Colonie et de celui de la mère-patrie. Ce texte a recueilli l'adhésion des deux départements intéressés.

L'Exposé des motifs qui accompagne le projet de loi justifie assez bien les textes qui vous sont proposés.

Votre Commission croit cependant devoir vous présenter quelques observations complémentaires.

A. — *Taxation par la Métropole.*

L'article 2 de la loi du 21 août 1921 contenant le budget général des recettes et dépenses du Congo belge pour 1921, stipule, on l'a vu, qu'en matière fiscale comme en matière civile, les sociétés constituées sous le régime du droit colonial sont soumises exclusivement à la loi coloniale.

Le vote éventuel du projet de loi qui vous est soumis, impliquera, qu'en ce qui concerne les impôts sur les revenus, le texte précité n'est plus applicable.

Il importe de le souligner formellement, pour les motifs indiqués dans la note publiée en annexe, afin que le vote qui sera émis, ait toute la précision requise, et ne puisse autoriser une discussion quelconque.

Votre Commission ajoute qu'elle ne sous-évalue point la valeur de l'argument, qui peut se résumer comme suit : que la matière imposable dans la Colonie, revient à la Colonie. Elle croit cependant que dans le cas qui vous est soumis, le pouvoir législatif belge doit attribuer une prérogative à l'administration fiscale belge, parce que l'application d'une législation d'impôt sur le revenu est délicate, et qu'elle exige l'intervention d'une administration, très complète, très expérimentée et très contrôlée. Quelle que soit son indéniable valeur, l'administration fiscale coloniale pourra, à raison même de l'immensité du territoire qu'elle administre, de

l'isolement dans lequel des agents se trouvent, plus utilement collaborer à l'établissement et à la perception des impôts que travailler seule à les établir et les percevoir.

B. — Taux de l'impôt. Taxe mobilière.

Le Gouvernement demande que la taxe mobilière soit, dans l'espèce, établie à 12 p. c. Il n'y a pas lieu de reproduire ici le passage de l'Exposé des Motifs qui justifie ce taux.

Des membres de la Commission ont demandé que le taux de l'impôt soit porté de 12 à 15 p. c.; quelques-uns d'entre eux ont ajouté que si la majoration qui était proposée était adoptée, ils estimaient que le produit des 3 p. c., qui seraient perçus au delà des 12 p. c., fussent versés au fonds des communes.

La majoration de la taxe était défendue surtout parce que la plus-value acquise par les titres des sociétés coloniales démontrait que la modicité des dividendes distribués en général par ces sociétés n'était point imposée par la minime importance des bénéfices réalisés, mais qu'elle était, au contraire, surtout due à l'affectation de sommes très élevées aux amortissements. On concluait de là que, dès maintenant déjà, le Congo pourrait rapporter plus qu'il ne le fait, au Trésor de la mère-patrie.

Les adversaires d'une majoration de la taxe ont fait valoir : 1° que la majoration aurait pour conséquence d'imposer aux sociétés coloniales une charge plus lourde que celle qui est imposée aux sociétés belges dont une partie des capitaux sont employés à l'étranger; 2° que dès lors les capitaux belges seraient détournés de la Colonie et appelés vers l'étranger; 3° que le vote d'une majoration serait peu, même pas conciliable avec les principes d'une politique qui se précise chaque jour et qui a pour but de développer les relations existant entre la métropole et le Congo et qui a trouvé une expression dans les dégrèvements octroyés par le tarif des douanes aux produits venant du Congo.

La majorité des membres de votre Commission a décidé de vous proposer le vote de la taxe de 12 p. c. proposée par le Gouvernement.

C. — Taxation des bénéfices non distribués. Taxe professionnelle.

La suppression de la taxe a été vivement défendue : on a fait ressortir notamment : 1) que la constitution de réserves importantes favoriserait l'essor futur des sociétés, puisque celles-ci pourraient se procurer ainsi sans difficultés les capitaux requis; 2) que cette même constitution de réserves était exigée parce que les sociétés opérant dans un pays peu connu encore comme le Congo ignoraient très souvent, en arrêtant le bilan, si elles consacraient des sommes suffisantes aux amortissements.

Il a été répondu qu'en théorie une taxation des réserves pouvait assurément toujours être combattue; mais qu'elle existait en Belgique; qu'elle était prévenue par la loi organisant l'impôt sur le revenu; que rien ne justifierait l'organisation d'un régime différent pour les sociétés belges et pour les sociétés coloniales, puisque la perception de la taxe professionnelle ne constitue, en réalité, qu'une mesure conservatoire. Si, en effet, les sommes versées à la réserve sont ultérieurement distribuées comme dividendes aux ayant droit, il sera déduit

de la taxe mobilière qui sera perçue le montant de l'impôt payé comme taxe professionnelle.

En réalité toute cette discussion a été provoquée par la crainte qu'ont certains membres de votre Commission de voir l'administration fiscale belge, souvent peu avertie des difficultés particulières que les sociétés coloniales doivent vaincre au Congo, n'arrête trop arbitrairement, ou trop uniformément, le montant des sommes qui peuvent être consacrées aux amortissements.

Or, il est possible, quand il s'agit d'arrêter les principes qui régissent le calcul des amortissements admissibles au point de vue fiscal, d'organiser une collaboration des intéressés au travail préparatoire à entreprendre par l'administration.

La circulaire ministérielle du 15 mars 1924 qui expose les principes qui seront suivis pour l'application de la loi organique belge d'impôt sur le revenu a été publiée après consultation des principaux intéressés qui ont approuvé le texte de cette circulaire.

Une pareille consultation des principaux dirigeants des sociétés coloniales est possible.

Votre Commission des finances a décidé de vous proposer le vote de cette disposition de l'article 1 du projet de loi qui vous est soumis, étant entendu que les arrêtés royaux ou que les circulaires qui organiseront l'application de cet article seront précédés d'une consultation des administrations et des principales sociétés intéressées.

D. — Bénéfices réalisés par les Sociétés coloniales dans des établissements industriels situés en Belgique.

Le texte de l'article 1 § 2 du projet de loi prévoit que le montant de ces bénéfices sera déterminé selon des règles à fixer par arrêté royal.

Des membres ont émis la crainte que les pouvoirs confiés à l'administration par cette disposition ne soient trop étendus et ils ont demandé que les principes que l'administration devrait suivre pour calculer le montant du bénéfice soient insérés dans le texte légal.

Votre Commission des Finances a repoussé cette proposition.

Le texte qui vous est soumis s'inspire de dispositions qui sont inscrites dans la loi organique belge de l'impôt sur le revenu.

En effet, quand il s'agit de calculer le montant de la taxe professionnelle due par les sociétés étrangères opérant en Belgique, l'article 28 de cette loi organique prévoit que c'est un arrêté royal qui déterminera le minimum des bénéfices imposable dans le chef de ces firmes.

Il est impossible de trouver une raison qui permettrait de soumettre les sociétés coloniales à un régime différent de celui auquel sont assujetties les sociétés étrangères.

Pour évaluer l'importance des ressources que le vote éventuel du projet qui vous est soumis procurera au Trésor de la Colonie, il faut se souvenir :

Que si, d'une part, ce Trésor n'encaissera plus seul les 6 p. c. sur les dividendes versés aux actions, d'autre part, il encaissera :

a) quatre cinquièmes de 12 p. c. de la taxe mobilière sur les revenus des capi-

taux investis ou sur les revenus des actions, de mêmes que sur les intérêts des obligations, des créances ou des effets ;

b) quatre cinquièmes de la taxe professionnelle ;

c) un cinquième de la part revenant à l'Etat sur les bénéfices réalisés par les sociétés coloniales et provenant d'établissements industriels situés en Belgique ;

d) une part dans la taxe professionnelle des administrateurs, commissaires liquidateurs ou autres exerçant des fonctions analogues près des sociétés belges, opérant dans la Colonie ou constituées sous le régime colonial.

Le texte du présent rapport a été approuvé par la majorité des membres de votre Commission.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

M. LEMONNIER.



Annexe.

Le projet soumis au Parlement est d'ordre purement fiscal. Il tend à régler — et seulement en ce qui concerne une matière spéciale — les taxes cédulaires, le revenu des capitaux investis dans des opérations poursuivies dans la Colonie. C'est ainsi qu'il ne contient aucune disposition relative aux autres impôts directs ou indirects, au timbre ou à l'enregistrement.

Le projet de loi trouvera surtout son application vis-à-vis des sociétés coloniales qui exercent leur activité sur le territoire du Congo, aussi semble-t-il nécessaire de préciser ici quel est leur statut légal actuel.

Le décret du 27 avril 1887, de l'État Indépendant du Congo, renferme, en quatorze articles, la législation des sociétés par actions à responsabilité limitée.

Elles doivent leur existence et leur personnalité juridique au décret d'autorisation. Avant l'annexion, il ne pouvait exister nul doute que ces sociétés étaient considérées comme étrangères au regard de la loi belge : l'État Indépendant du Congo n'était pas la Belgique. (Cassation, 5 novembre 1906. *Rev. prat. soc.*, 1907, p. 74.) La question a été posée lors de la discussion de la loi d'annexion, si l'annexion aurait eu pour conséquence de dénationaliser ces sociétés. Cette solution aurait apparu d'autant plus difficile à réaliser — en dehors de toutes autres considérations — que les formalités pour la constitution de sociétés belges diffèrent considérablement de celles requises pour la formation des sociétés belges.

A la demande : « Les sociétés commerciales belges deviendront-elles sociétés belges une fois l'annexion accomplie? », il fut répondu en ces termes :

« La Constitution Belge, dans son article premier, permet au pouvoir législatif belge de soumettre les colonies à un régime législatif distinct de celui de la métropole. L'article premier du projet de loi sur le Gouvernement des possessions coloniales porte que toute possession coloniale de la Belgique est régie par des lois particulières. La Législation belge et celle de l'État Indépendant resteront distinctes après l'annexion. Les sociétés commerciales congolaises resteront donc soumises à la législation congolaise et coloniale. Il faudra toujours distinguer entre sociétés métropolitaines belges, régies par la loi belge, et sociétés coloniales belges, celles-ci, anciennes sociétés congolaises ou sociétés fondées dans la colonie après l'annexion, soumises à la législation coloniale. La règle de la séparation législative des deux territoires, inscrite en tête de la charte coloniale, ne permettait pas d'autres conclusions.

« Ainsi donc, la société commerciale, constituée par application des décrets congolais, se trouve en Belgique dans la même situation qu'une société étrangère. Et réciproquement, la société belge est soumise, au Congo, au même régime que la société fondée sous l'empire des lois françaises, anglaises ou allemandes ».

Aussi, le Tribunal correctionnel de Bruxelles, en date du 18 avril 1912 (*Rev. pratique des Sociétés*, 1912, p. 289) a-t-il proclamé que « La Colonie est régie

» par des lois particulières: ses décrets n'ont pas plus d'autorité en territoire » belge que s'ils formaient la loi d'un pays étranger ». (Conforme Appel Bruxelles, 9 janvier 1924.)

Mais cette conception particulière doit être considérée en relation avec la loi belge sur les sociétés commerciales.

A raison des relations économiques existant entre la métropole et la Colonie, il existe un grand nombre de sociétés qui, tout en exerçant leur activité dans la colonie et devant leur existence à la législation de celle-ci, tiennent en Belgique les réunions de leurs conseils d'administration, leurs assemblées générales, y ont un siège administratif où elles concentrent leur vie sociale.

Or, aux termes de l'article 172 de la loi sur les sociétés : « Toute société, dont » le principal établissement est en Belgique, est soumise à la loi belge, bien que » l'acte constitutif ait été passé en pays étranger. »

Ce texte fut l'occasion de multiples conflits entre le fisc et les sociétés.

Aussi la loi relative au Budget général des recettes et dépenses du Congo Belge pour l'exercice 1921 introduisit-elle, dans notre législation, la disposition nouvelle : « Les sociétés commerciales constituées, soit en Belgique, soit au » Congo, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie, sont sou- » mises exclusivement aux lois coloniales, même si elles ont en Belgique leur » principal siège administratif et que leur Conseil d'administration et leur » assemblée générale s'y réunissent ».

Dans le projet de loi, M. le Ministre des Colonies exposa fort brièvement le but de la loi : il ne fallait plus dorénavant que le fait, pour une Société commerciale congolaise par actions, de posséder en Belgique un siège administratif, vienne modifier, soit au point de vue civil, soit au point de vue fiscal, le caractère congolais de cette société : celle-ci ne jouissant de la personnalité civile qu'en vertu d'un décret de la Colonie.

Cela revient à dire que l'article 172 du Code de Commerce ne doit plus être applicable à la Société Congolaise. Celle-ci ne deviendra jamais belge, même si, à un moment donné, elle venait à fixer son centre de direction en Belgique.

On peut donc considérer les sociétés constituées sous le régime des décrets de la Colonie, comme rentrant dans la catégorie des sociétés étrangères, mais formant une subdivision de celles-ci, soumises à un statut particulier. La nationalité de la société continue à dériver de l'assujettissement à la loi de la Colonie et à l'octroi de la personnalité par celle-ci.

Mais le fait de la situation du siège social réel n'est plus considéré, en ce qui les concerne, comme contredisant cette sujétion aux décrets.

Par dérogation aux règles qui régissent les autres sociétés étrangères, le lieu sera sans influence sur l'acte.

L'exposé du projet de loi du 12 décembre 1923 mentionne que : « le vote du » projet de loi implique évidemment la modification, en ce qui concerne les » impôts sur les revenus, de l'article 2 de la loi du 24 août 1921, contenant le » budget général des recettes et dépenses du Congo Belge pour l'exercice 1921, » article qui dispose qu'en matière fiscale comme en matière civile, les sociétés » constituées sous le régime du droit colonial, sont soumises exclusivement à la » loi coloniale ».

Il doit être entendu que cette modification ne peut porter qu'en ce qui concerne la matière fiscale considérée au regard des revenus, mais doit laisser intact pour le surplus.

(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 JUNI 1924.

Ontwerp van wet

tot wijziging, wat de koloniale vennootschappen betreft, van de wetgeving
nopens de belastingen op de inkomsten (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

I.

In 1923 trachtte de Kamer opnieuw het fiscaal stelsel der koloniale maatschappijen te regelen.

Bij het onderzoek van het Wetsontwerp tot wijziging van de wetgeving inzake de inkomstenbelasting, heeft uwe Commissie voor de Financiën inderdaad vernomen dat de bestaande wetgeving aanleiding gaf tot kritiek!

Daar zij deze kritiek gegrond vond, heeft uwe Commissie op zich genomen U een tekst voor te leggen.

In het verslag dat U werd onderworpen, heeft zij U dien tekst als volgt verklaard :

« Onder het beheer der samengeëordende wetten nopens de belastingen op de
» inkomsten, worden de *Belgische* en de *Congoleesche* vennootschappen met
» aandeelen, die in de Kolonie werken, in *België* aan eene belasting op de
» roerende goederen onderworpen :

» a) Van 2 t. h. op het deel der dividenden dat overeenstemt met hunne
» winsten in Congo gemaakt;

(1) Wetsontwerp, n° 45.

(2) Samenstelling van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren Lemonnier, voorzitter, Hallet, Houtart, ondervoorzitters, Carlier, David, secretarissen, Bologne, Cousot, De Bruyne (Aug.), de Liedekerke, Donnay, Ozeray, Pussemier, Soudau, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

» b) Van 10 t. h. op de overige inkomsten der aandelen, dat wil zeggen op de winsten van Belgischen oorsprong.

» Deze vennootschappen betalen bovendien de belasting op de roerende goederen voor de inkomsten hunner obligatiën, van het oogenblik dat zij haar maatschappelijken zetel of hoofdinrichting in België hebben.

» Zij zijn ten slotte onderworpen aan de bedrijfsbelasting voor hare voorbehouden winsten, maar het beloop wordt op 2 t. h. gebracht, zoo deze winsten in de Kolonie werden gemaakt.

» Een artikel ingelascht in de wet van 21 Augustus 1921 ontslaat van deze belasting de vennootschappen die werden opgericht onder het beheer van het koloniaal recht.

» Van haren kant, heft de Kolonie een belasting van 6 t. h. op de dividenden der vennootschappen die op haar gebied werken.

» Dit tweevoudig stelsel is niet zonder bezwaar : vooreerst vergt het vaak zeer moeilijke verdeelingen van winsten en daarbij onderwerpt het de vennootschappen aan een dubbele contrôle die zoowel de Belgische Schatkist als die van de Kolonie op kosten jaagt.

» Het bleek dat deze bezwaren konden worden uit den weg geruimd zoo de belastingen enkel geïnd werden door het Belgisch Beheer en zoo een billijk bepaald aandeel aan de Kolonie werd toegekend.

» In dezen zin werd artikel 18^{bis} van het ontwerp opgevat.

» De belasting op de roerende goederen voor de inkomsten der aandelen (die thans 2 + 6 t. h. bedraagt) wordt op 8 t. h. plus 50 opcentiemen gebracht, wat te samen 12 t. h. maakt ; het bedrag dezer belasting voor de inkomsten der obligatiën gaat van 10 op 12 t. h. over ; en de bedrijfsbelasting zal verschuldigd zijn op de voorbehouden winsten maar volgens de beperkte bedragen bepaald bij artikel 35, §. 2 (nieuw).

» Vier vijfde van de opbrengst dezer belastingen zullen in de koloniale Schatkist worden gestort, dit zal voordeelig voor de Kolonie zijn. Maar het schijnt billijk rekening te houden met zijn bijzonderen toestand ten aanzien van het moederland, evenals het gepast bleek een gunststelsel in te voeren voor de vennootschappen voor wie de Kolonie veel meer dan vreemde landen een veld van bedrijvigheid is.

» Het spreekt van zelf, dat de winsten, die deze vennootschappen maken in het buitenland of in nijverheidsbedrijven in België, aan het gemeen recht onderworpen blijven. De opcentiemen voor provincie en gemeente zijn van toepassing op de winsten alleen, de andere winsten ontsnappen aan den fiscus der provinciën en gemeenten, krachtens het beginsel van de territorialiteit der belastingen. »

De tekst dien uwe Commissie U vroeg goed te keuren, luidde :

« Art. 18^{bis}. — 1° Op de vennootschappen bij aandelen of andere, die in België haar maatschappelijken zetel of hoofdinrichting hebben en in de Kolonie werken, wordt de belasting op onroerende zaken en de bedrijfsbelasting geheven zonder onderscheid van den Belgischen of kolonialen oorsprong der belastbare inkomsten.

» De belasting op roerende zaken wordt in dit geval tot 8 t. h. verminderd plus

» 50 opcentiemen en de bedrijfsbelasting blijft bepaald zooals voorzien wordt bij » artikel 35, §§ 1 tot 3.

» Deze belastingen zijn vrijgesteld van opcentiemen voor provinciën en » gemeenten. De vier vijfden der opbrengst is voor de Schatkist der Kolonie.

» 2^o — De winsten door gezegde vennootschappen gemaakt in het buitenland » of in bedrijven in België gelegen blijven aan de regels der gewone belasting » onderworpen.

» 3^o — Bovenstaande bepalingen zijn eveneens van toepassing op de ven- » nootschappen opgericht onder het beheer van het koloniale recht.

» 4^o — De woorden « of in de kolonie » worden toegevoegd aan het laatste » lid van artikel 14, aan het eerste lid van artikel 19 en van artikel 24. »

II.

Ter vergadering van 25 Juli 1923, zelfs vóór dat de bespreking in eerste lezing van het ontwerp begon, werden door de Regeering wijzigingen aangebracht in den tekst door de Commissie voorgesteld.

Deze amendementen, drie in getal, hadden voor doel :

1^o Gevolg te geven aan de opmerkingen van den heer Leyniers in het verslag dat hij in den Senaat heeft uitgebracht over de begroting van Congo en het beloop van de belasting dus te verminderen tot 7 l. h., plus 50 opcentiemen;

2^o Een eind te maken aan de betwistingen tusschen het beheer der Kolonie en het fiscaal beheer in België, door den tekst van n^o 2^o, voorgesteld door de Commissie, nader te bepalen :

3^o Aan de Thesaurie der Kolonie vier vijfde toe te kennen van de opbrengst der bedrijfsbelasting geheven van de beheerders, commissarissen, vereffenaars en anderen die een gelijksoortig ambt vervullen bij de Belgische maatschappijen op aandeelen welke in de Kolonie werkzaam zijn, of opgericht onder het stelsel van het koloniale recht, vermits. dank zij de verbetering van de verkeersmiddelen tusschen België en Congo, de activiteit van de beheerders der maatschappijen zou aangroeien in Congo.

Dit stel van teksten werd, zelfs gewijzigd, niet gunstig onthaald.

De achtbare heer Tibbaut noemde het heffen van eene belasting van de koloniale inkomsten eene fundamenteele fout. Naar zijn oordeel, moest alleen de Kolonie daarmede belast zijn, daar de inkomsten die van daar voortkomen logischerwijze het belastbare vermogen vormen; hij meende dat de kwestie slechts in 1924 eene logische oplossing gekregen had, toen de Regeering de navolgende bepaling in de begrotingswet had doen inlasschen :

« De handelsvennootschappen opgericht hetzij in België hetzij in Congo » onder het stelsel van de in Kolonie van kracht zijnde wetgeving, zijn uitslui- » tend aan de koloniale wetten onderworpen, zelfs wanneer zij in België hun » voornaamsten zetel van beheer hebben en dat hun beheerraad en hunne alge- » meene vergaderingen daar samenkomen. »

De achtbare heer Wauwermans hekelde vooral het amendement van de wet tot regeling van de inkomstenbelasting nopens de belasting geheven van de beheerders.

Hij vroeg dat men nader zou bepalen de activiteit die eene maatschappij

volgens Belgisch recht moest bezitten alvorens aan deze toe te laten van de voorgestelde wet te kunnen genieten. Daar zij vreesde voor den terugslag die het amendement kon hebben op de provincie- en gemeente-ontvangsten, voegde hij er bij dat een omstandigere bepaling van den tekst noodig was. Indien hij kon aannemen « dat van zes gedeelten der tantièmes voorafgenomen op de winsten, wanneer deze in Congo werden gemaakt, de vier vijfde worden toegekend aan de Schatkist van de Kolonie, hij niet kon begrijpen dat men de vier vijfde toekende aan de bedrijfsbelasting die kan afgenomen worden van de portefeuille der maatschappij in België, wegens de bedrijfsactiviteit uitsluitend in België ».

De beginsel-questie, opgeworpen door den heer Tibbaut, werd niet besproken; de achtbare Minister van Koloniën antwoordde aan den heer Wauwermans, dat onder toepassing van het amendement vallen alléén de uitkeeringen ten behoeve der beheerders hetzij van vennootschappen volgens koloniaal recht, hetzij van naamlooze vennootschappen volgens Belgisch recht waarvan de bedrijvigheid hoofdzakelijk voor de Kolonie zou aangewend zijn; wanneer het echter vennootschappen gold, een groep van koloniale zaken omvattende, was eene ventilatie noodzakelijk.

De tekst, door de Commissie voorgesteld doch gewijzigd door de Regeering, werd in eerste lezing zonder verdere aanmerkingen aangenomen.

Tijdens de behandeling in tweede lezing van het wetsontwerp, werden door de Regeering nieuwe amendementen ingediend ten einde toe te laten dat de provinciën en de gemeenten opcentiemen heffen van de verminderde taxe welke de winsten, bezwaart verwezenlijkt door maatschappijen, onder het beheer der koloniale wet gevestigd, in industriele instellingen welke in België gelegen zijn; daar de juiste beteekenis dezer amendementen in twijfel was getrokken geworden, heeft de Kamer, d. d. 26 Juli 1923, op voorstel van den achtbaren heer Theunis, Eersten Minister, beslist, het zoo betwist artikel van het ontwerp af te scheiden.

III.

Het wetsontwerp, dat thans bij de Kamer aanhangig is, geeft, zegt ons de Regeering, een tekst welke rekening houdt met de tot nog toe voorgebrachte aanmerkingen, met de wederzijdsche belangen van de Schatkist der Kolonie en met die van het Moederland. Deze tekst heeft de goedkeuring der beide betrokken departementen weggedragen.

In de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp worden de u voorgestelde teksten tamelijk wel gebillijkt.

Niettemin meent uwe Commissie enkele aanvullende aanmerkingen te moeten in het midden brengen.

A. — *Belastingen geheven door het Moederland.*

Artikel 2 der wet van 21 Augustus 1921, welke de algemeene begrooting der ontvangsten en uitgaven van Belgisch Congo voor 1921 bevat, bepaalt, zooals wij hooger zagen, dat op fiscaal zooals op burgerlijk gebied, de maatschappijen opgericht krachtens het koloniaal recht, uitsluitend worden beheerd door de Koloniale wet.

Wordt het u voorgelegde wetsontwerp goedgekeurd, dan is de bedoelde tekst niet meer van toepassing in zake belastingen op het inkomen.

Om de redenen in de toegevoegde nota aangeduid, is het noodig daar nadruk op te leggen, opdat de uitgebrachte stemming de vereischte nauwkeurigheid hebbe en tot geene betwisting hoegenaamd aanleiding kunne geven.

Uwe Commissie voegt er aan toe, dat zij de waarde van het argument niet onderschat; het kan worden samengevat met deze woorden : de in de Kolonie belastbare stof komt toe aan de Kolonie.

Niettemin meent zij, dat in het onderhavig geval de Belgische wetgevende macht een voorrecht moet geven aan het Belgisch fiscaal bestuur, omdat de toepassing eener belastingwet op het inkomen eene zoodanig kiesche zaak is, dat zij de tussehenkomst eischt van een zeer volledig, ervaren en onder contrôle staande bestuur. Hoe groot ook zijne ontegensprekelijke waarde weze, kan het fiscaal bestuur, in de Kolonie, om reden zelfs van de uitgestrektheid van het beheerde grondgebied, van de afzondering waarin de beambten zich bevinden, beter medewerken tot het vestigen en het heffen der belastingen dan alléén te staan om ze te vestigen en te innen.

B. — *Rentevoet der belasting. — Belasting op roerende zaken.*

De Regeering vraagt dat de belasting op roerende zaken in deze wordt gevestigd op 12 t. h. Het is niet noodig hier te herhalen wat in de Memorie van Toelichting wordt gezegd om dezen rentevoet te rechtvaardigen.

Sommige leden van de Commissie hebben gevraagd dat de rentevoet van de belasting zou gebracht worden van 12 op 15 t. h.; enkelen onder hen voegden er bij dat, zoo de voorgestelde verhooging aangenomen was, zij van gevoelen waren dat de opbrengst der 3 t. h., welke boven de 12 t. h. zouden geheven worden, in het fonds der gemeenten zou gestort worden.

De verhooging der belasting werd vooral voorgestaan omdat de meerderwaarde, verkregen door de titels der koloniale maatschappijen, bewees dat de geringe dividenden, welke over 't algemeen door die maatschappijen uitgedeeld worden, niet was opgelegd door het geringe cijfer der gemaakte winsten, maar dat zij, daarentegen, er vooral uit voortkwam, daar zeer aanzienlijke sommen aan de aflossingen werden besteed. Daarnit besloot men dat, reeds van nu af aan, de Congo aan de Schatkist van het Moederland meer zou kunnen opbrengen als thans het geval is.

De bestrijders van eene verhooging der belasting hebben doen gelden : 1^o dat de verhooging als gevolg zou hebben aan de koloniale maatschappijen een zwaarder last op te leggen dan die welke opgelegd wordt aan de Belgische maatschappijen van wie een gedeelte der kapitalen in het buitenland worden gebruikt ; 2^o dat de Belgische kapitalen dienvolgens van de Kolonie zouden afgewend worden en naar het buitenland zouden uitwijken ; 3^o dat het aannemen van eene vermeerdering weinig of niet zou overeenstemmen met de beginselen eener politiek welke iederen dag klaarder wordt en die voor doel heeft de betrekkingen te ontwikkelen welke bestaan tussehen het Moederland en den Congo en die tot uiting is gekomen in de ontlastingen welke door het tolltarief zijn toegekend geworden aan de producten uit den Congo herkomstig.

Uwe Commissie heeft met de meerderheid harer leden beslist voor te stellen de taxe van 12 t. h., door de Regeering voorgesteld, goed te keuren.

C. — Belasting op de niet uitgedeelde winsten. — Bedrijfsbelasting.

De afschaffing van de belasting is hevig verdedigd geworden : men deed inzonderheid uitschijnen : 1^o dat de vestiging van aanzienlijke reserves de toekomstige uitbreiding der maatschappijen zou bevoordeelen, aangezien deze zich alzoo zonder moeite de vereischte kapitalen zouden kunnen aanschaffen ; 2^o dat diezelfde vestiging van reserves was vereischt omdat de maatschappijen, werkende in een nog weinig gekend land — zooals den Congo —, zeer dikwijls, bij het afsluiten der balans, niet wisten of zij genoegzame sommen besteedden voor de aflossingen.

Er werd geantwoordt dat, theoretisch, een belasting op de reserves voorzeker altijd kan bestreden worden ; doch dat zij in België bestond ; dat zij voorzien was door de wet tot invoering van de belasting op het inkomen ; dat niets de inrichting zou rechtvaardigen van een verschillende regeling voor de Belgische maatschappijen dan voor de koloniale maatschappijen, daar de heffing der bedrijfsbelasting eigenlijk slechts als een beschermende maatregel geldt. Indien, inderdaad, de op de reserve gestorte sommen nadien als dividenden aan den rechthebbenden worden uitgekeerd, dan zal van de belasting op roerende zaken, die geheven wordt, het bedrag worden afgetrokken van hetgeen als bedrijfsbelasting is betaald geworden.

Eigenlijk, is gansch deze bespreking uitgelokt geworden door de vrees van sommige leden uwer Commissie dat het Belgisch fiscaal bestuur, soms weinig ingelicht over de bijzondere moeilijkheden die door de koloniale maatschappijen in den Congo moeten overwonnen worden, niet al te willekeurig of al te eenzijdig het bedrag bepalen van de sommen die voor de aflossingen mogen besteed worden.

Welnu, het is mogelijk, wanneer het geldt de beginselen vast te leggen welke aan de basis zijn van de berekening der aanneembare aflossingen in fiscaal opzicht, de belanghebbenden te doen samenwerken aan den voorbereidenden arbeid door het bestuur te ondernemen.

De ministerieele omzendbrief van 15 Maart 1924, waarin de beginselen worden uiteengezet die zullen gevolgd worden bij de toepassing der Belgische organieke wet op de inkomstenbelasting, werd bekend gemaakt na raadpleging van de voornaamste belanghebbenden die den tekst van dien omzendbrief hebben goedgekeurd.

Eene gelijkaardige raadpleging van de voornaamste leiders der Koloniale maatschappijen kan gedaan worden.

Uwe Commissie voor de Financiën heeft beslist u voor te stellen de bepaling van artikel 4 van het u voorgelegde wetsontwerp goed te keuren, met dien verstande dat de Koninklijke Beshuiten en de omzendbrieven tot regeling van de toepassing van dit artikel zullen voorafgegaan worden door eene raadpleging van de beheeren en van voornaamste belanghebbende maatschappijen.

D. — *Winsten gemaakt door de Koloniale Maatschappijen in de Nijverheidsinrichtingen in België gelegen.*

De tekst van artikel 1, paragraaf 2, van het wetsontwerp voorziet dat het bedrag van deze winsten zal bepaald worden volgens de regelen te bepalen bij Koninklijk besluit.

Eenige leden hebben de vrees uitgedrukt dat de macht aan het beheer door deze bepaling in handen gegeven misschien al te uitgebreid is, en zij hebben gevraagd dat de beginselen, welke het beheer zou moeten volgen om het bedrag van de winst te berekenen, in den tekst der wet zouden worden opgenomen.

Uwe Commissie voor de Financiën heeft dit voorstel verworpen.

De tekst die u wordt voorgelegd steunt op bepalingen die zijn neergeschreven in de Belgische organieke wet op de inkomstenbelasting.

Inderdaad, wanneer het geldt het bedrag te berekenen van de bedrijfsbelasting verschuldigd door de vreemde maatschappijen die in België werken, voorziet artikel 28 van deze organieke wet dat een Koninklijk besluit het belastbaar minimum van de winsten dezer firma's zal vaststellen.

Men kan geen enkele reden vinden om op de koloniale maatschappijen een ander stelsel toe te passen dan dit waaraan de vreemde maatschappijen zijn onderworpen.

Om de hoegrootheid van de geldmiddelen te schatten, die de eventueele goedkeuring van dit wetsontwerp voor de Schatkist van de Kolonie zal opbrengen, moet men zich herinneren :

Dat zoo, eenerzijds, die Schatkist niet alleen meer de 6 t. h. van de dividenden op de aandelen zal inkasseeren, zij anderzijds zal ontvangen :

a) Vier vijfde van 12 t. h. der belasting op de roerende waarden der inkomsten van de belegde kapitalen of op de inkomsten van de aandelen, evenals op de interesten van de obligaties, schuldbrieven of effecten;

b) Vier vijfde van de bedrijfsbelasting;

c) Een vijfde van het aandeel dat aan der Staat toekomt op de winsten gemaakt door de koloniale maatschappijen en voortkomende van nijverheidsinrichtingen in België gelegen;

d) Een aandeel in de bedrijfsbelasting van de beheerders, commissarissen-vereffenaars of anderen die dergelijke ambten uitoefenen bij de Belgische maatschappijen die in de Kolonie werken of onder het koloniaal stelsel zijn opgericht.

De tekst van dit verslag is goedgekeurd geworden door de meerderheid van de leden uwer Commissie.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

M. LEMONNIER.

Bijlage.

Het ontwerp, dat het Parlement heeft te behandelen, is van louter fiskalen aard. Het wil — enkel wat betreft eene bijzondere stof — de cedulaire belastingen alsmede de inkomsten van de kapitalen belegd in ondernemingen die zich in Congo bevinden regelen. Om die reden omvat het geene enkele bepaling betreffende de andere rechtstreeksche of onrechtstreeksche belastingen, zegel- of registratie belasting.

Het wetsontwerp zal hoofdzakelijk toegepast worden op de koloniale maatschappijen die werkzaam zijn op het grondgebied van Congo. Daarom komt het ons noodzakelijk voor hier juist te bepalen wat hun tegenwoordig wettelijk statuut is.

Het decreet van 27 April 1887 van den Onafhankelijken Congo-Staat, bevat in veertien artikelen de wetgeving betreffende de maatschappijen of aandeelen met beperkte verantwoordelijkheid.

Zij zijn haar bestaan en hare rechtspersoonlijkheid verschuldigd aan het decreet tot machtiging. Vóór de naasting, kon er niet aan getwijfeld worden dat die maatschappijen moesten beschouwd worden als vreemde maatschappijen ten aanzien van de Belgische wet : de Onafhankelijke Congostaat was België niet. (*Cassat.*, 5 Nov. 1906, *Rev. prat. des Soc.* 1907, bl. 74). Bij de bespreking van de naastingswet werd de vraag gesteld of de naasting als gevolg moest hebben dat deze maatschappijen hare nationaliteit verloren. De verwezenlijking van deze oplossing zou des te moeilijker gebleken zijn, buiten alle andere beschouwingen, daar de formaliteiten voor de oprichting van de Belgische maatschappijen aanzienlijk verschillen van deze vereischt voor de vorming van Belgische maatschappijen.

Op de vraag : « Zullen de Belgische handelsmaatschappijen, eens de naasting voltrokken, Belgische maatschappijen worden ? » werd er in dezen zin geantwoord :

» De Belgische Grondwet laat aan de Belgische wetgevende macht toe, krachtens artikel 1, de koloniën te onderwerpen aan een wetgevend regime verschillend van dat van het moederland. Artikel 1 van het wetsontwerp op de Regering van de koloniale bezittingen zegt dat elke koloniale bezitting van België beheerd wordt door bijzondere wetten. De Belgische wetgeving en deze van Congo-Vrijstaat zullen verschillend blijven na de naasting. De Congoleesche handelsmaatschappijen blijven dus onderworpen aan de Congoleesche en koloniale wetgeving. Men zal altijd een onderscheid moeten maken tusschen de Belgische maatschappijen van het moederland, geregeld door de Belgische wet, en de Belgische koloniale maatschappijen, dewelke, hetzij vroegere Congoleesche maatschappijen, hetzij maatschappijen opgericht na de naasting, onderworpen blijven aan de koloniale wetgeving. De regel van de wetgevende scheiding der twee gebieden, dewelke aan het hoofd staat van de koloniale keure, zou geene andere besluiten toelaten.

» Zoodus, de handelsmaatschappij, opgericht bij toepassing van de Congo-

» leesche decreten, staat in België in denzelfden toestand als de vreemde maatschappijen. En, omgekeerd, de Belgische maatschappij in Congo is onderworpen aan hetzelfde stelsel als de maatschappij opgericht onder het stelsel van de Fransche, Engelsche of Duitsche wetten. »

Ook heeft de boetstraffelijke rechtbank van Brussel, op 18 April 1912 (*Rev. pratique des Sociétés*, 1912, bl. 289) verklaard dat : « De Kolonie beheerd wordt door particuliere wetten ; hare decreten hebben niet meer gezag op het Belgisch grondgebied dan wanneer het eene wet gold van een vreemd land ». (Overeenkomstig Beroep, Brussel, 9 Januari 1924.)

Maar deze bijzondere opvatting moet beschouwd worden in verband met de Belgische wet op de handelsmaatschappijen.

Wegens de economische betrekkingen tusschen de Kolonie en het Moederland, bestaat er een groot getal maatschappijen die, terwijl zij hare activiteit in de Kolonie uitoefenen en aan dezer wetgeving hun bestaan te danken hebben, in België de vergaderingen van hun beheerraad en algemeene vergaderingen houden, en daar hun bestuurszetel hebben als het middenpunt van haar maatschappelijk leven.

Luidens artikel 172 der wet op de vennootschappen, « wordt elke vennootschap, waarvan de hoofdinrichting in België is, door de Belgische wet beheerscht, ofschoon de oprichtingsakte in den vreemde werd verleden ».

Deze tekst gaf aanleiding tot tal van geschillen tusschen den fiscus en de vennootschappen.

Door de wet op de Algemeene Begrooting der ontvangsten en uitgaven van Belgisch Congo voor 1921 werd de volgende nieuwe bepaling ingevoerd : « De handelsvennootschappen, hetzij in België, hetzij in Congo opgericht onder het stelsel der wetgeving in de Kolonie in voege, zijn uitsluitend aan de koloniale wetten onderworpen, zelfs zoo zij in België hunnen voornaamsten beheerszetel hebben en zoo hun beheerraad en hun algemeene vergadering aldaar bijeenkomen. »

In het wetsontwerp zette de Minister van Koloniën bondig het doel der wet uiteen : opdat de Congoleesche aard van eene Congoleesche Handelsvennootschap op aandeelen gewijzigd worde, hetzij in burgerlijk opzicht, hetzij in fiscaal opzicht, zou het voortaan voldoende wezen, dat deze maatschappij een beheerszetel in België bezitte, vermits deze maatschappij de rechtspersoonlijkheid niet heeft tenzij krachtens een decreet der Kolonie.

Met andere woorden wil dit zeggen, dat artikel 172 van het Wetboek van Koophandel niet meer van toepassing is op de Congoleesche Vennootschap. Deze wordt nooit Belgisch, zelfs niet indien zij, op zeker oogenblik, haar bestuurscentrum in België plaatste.

Men kan dus de vennootschappen, opgericht volgens decreten der Kolonie, beschouwen als behorende tot de categorie der vreemde maatschappijen, doch vormende eene onderverdeeling van deze en beheerscht door een bijzonder statuut.

De nationaliteit der vennootschap vloeit immer voor uit de onderworpenheid aan de wet der Kolonie en uit de toekenning der rechtspersoonlijkheid door de Kolonie.

En de plaats van den werkelijken maatschappelijken zetel wordt, wat hem betreft,

niet meer aangezien als in strijd zijnde met deze onderworpenheid aan de decreten.

Bij afwijking van de regels die de andere vreemde vennootschappen beheeren, is de plaats zonder invloed op de akte.

In de toelichting over het wetsontwerp van 12 December 1923 wordt vermeld :
« de goedkeuring van het wetsontwerp behelst klaarblijkend de wijziging, wat de belastingen op de inkomsten betreft, van artikel 2 der wet van 21 Augustus 1921 op de algemeene begrooting der ontvangsten en uitgaven van Belgisch Congo voor 1921, artikel waarbij wordt bepaald dat op fiscaal gebied zooals op burgerlijk gebied, de vennootschappen, opgericht volgens het stelsel van het koloniaal recht, uitsluitend onderworpen zijn aan de koloniale wet. »

Het moet worden verstaan dat deze wijziging niet geldig is tenzij op fiscaal gebied in zake inkomsten; voor het overige blijft de toestand onveranderd.
